



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.2/2001/2/Add.15
26 décembre 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE CHARGE DES ORGANISATIONS
NON GOUVERNEMENTALES
Session ordinaire de 2001
7-25 mai 2001

Rapports quadriennaux (1997-2000), présentés par l'intermédiaire du
Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du
Conseil économique et social

Note du Secrétaire-général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Association de solidarité des peuples afro-asiatiques	3
2. Fédération asiatique des associations des opérés du larynx	8
3. Société égyptienne du Croissant-Rouge	9
4. L'éducation au service de la Terre	11
5. Association "lumière et espoir" pour les filles aveugles	14
6. Médecins sans frontières	16
7. Union des cités capitales ibéro-américaines	19

1. ORGANISATION DE SOLIDARITÉ DES PEUPLES AFRO-ASIATIQUES

(Statut consultatif spécial depuis 1973)

Buts et objectifs

Les buts de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatiques (OSPAA) sont les suivants :

- a) Unir toutes les forces démocratiques, sans distinction politique, religieuse, sociale et géographique, pour lutter contre toutes les formes d'asservissement, y compris l'intolérance et la haine, afin de réaliser la coopération et la solidarité commune devant permettre de créer une vie pacifique, heureuse et prospère pour l'humanité;
- b) Appuyer les mouvements de libération nationale et les forces démocratiques qui luttent pour la préservation et la défense de la paix mondiale, la culture nationale, la souveraineté et l'intégrité territoriale, la sécurité économique mondiale, l'écologie, les droits de l'homme, la justice universelle, la transparence, la libre circulation de l'information, sans distorsions ni obstacles;
- c) Oeuvrer constamment afin de mobiliser l'appui populaire en faveur des principes de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions.

Principales activités

- a) Coopération Sud-Sud : mettre en évidence les problèmes des pays du Sud;
- b) Organiser des conférences, des séminaires, des tables rondes, des discussions et des réunions sur le désarmement, la paix, le développement, les droits de l'homme et l'écologie;
- c) Coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales internationales et nationales;
- d) Tenir des conférences de consultation, notamment des séminaires avec les organisations nationales au Moyen-Orient et en Afrique sub-saharienne;
- e) Produire des publications et de la documentation.

Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations non gouvernementales

L'OSPAA est dotée du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). L'organisation est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (CONGO) et entretient des liens étroits avec tous les autres membres.

/...

1997

L'OSPAA a été représentée aux réunions suivantes :

- a) "Clash of Civilization or Dialogue of Culture", Le Caire, 10-12 mars;
- b) Première réunion préparatoire du projet des organisations non gouvernementales égyptiennes visant à fournir appui institutionnel pour la mise en oeuvre du plan d'action de la Conférence sur les femmes de Beijing, organisée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Le Caire;
- c) Douzième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, 4-8 avril, New Delhi;
- d) Sixième atelier de l'International Women and Society Association, 10 avril, Le Caire;
- e) Séminaire régional asiatique et Colloque des ONG sur la Question de Palestine, 4-7 mai, Jakarta;
- f) Deuxième atelier sur le financement technique et institutionnel des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'UNICEF, 21-22 mai, Alexandrie;
- g) Premier Forum populaire arabe, 17-24 juillet, Tripoli;
- h) Séminaire sur la Question de Palestine, 23-24 août, Genève;
- i) Colloque ONG pour la région de l'Europe et Réunion des ONG internationales dotées du statut consultatif auprès des Nations Unies sur la Question de Palestine, 25-29 août, Genève;
- j) Réunion de l'Organisation de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, La Havane;
- k) Projet intitulé "Legal Awareness for Female Lawyers", 7-9 octobre, Le Caire;
- l) Cinquième Conférence internationale de l'Association internationale de solidarité des femmes arabes, 11-13 octobre, Le Caire;
- m) Vingtième assemblée générale de la CONGO, 3-5 novembre, Genève;
- n) Quatrième Conférence sur la solidarité et la coopération dans la région de la Méditerranée, 28-30 novembre, Valletta;
- o) Projet visant à élargir l'appui financier et institutionnel fourni aux ONG, sur le thème "Atténuation du fardeau des femmes pauvres" 22-23 décembre, Assouan;
- p) Projet visant à promouvoir l'alphabétisation des femmes : deuxième session de formation à l'intention des avocates, 27-29 décembre, Ismailia et Assiut.

/...

1998

L'OSPAA a envoyé des représentants aux réunions suivantes :

a) Conférence sur l'appui aux droits inaliénables du peuple palestinien;
Colloque annuel des ONG pour la région de l'Europe sur la Question de Palestine,
23-26 février, Bruxelles;

b) Comité spécial d'ONG sur le désarmement, 20-21 février, Genève;

c) Conférence internationale sur les défis pour les droits de l'homme au
XXIe siècle et la session spéciale consacrée à la coopération entre pays en
développement aux fins de la réalisation des droits de l'homme, tenue pour
commémorer le quarantième anniversaire de l'OSPAA, 5 et 6 mars, New Delhi;

d) Réunion du Comité arabe, mars;

e) Projet visant à élargir l'appui financier et institutionnel fourni aux
ONG, Réunion du Groupe sur l'atténuation du fardeau des femmes pauvres, parrainé
par l'UNICEF, 10 et 11 mars, Le Caire;

f) Conférence intitulée "Breaking the Siege over the Great Jamaheria",
15-18 novembre, Tripoli;

g) Quinzième Réunion des comités pour la solidarité arabe,
20-25 novembre, Bagdad;

h) Conférence internationale sur le terrorisme : menace pour le
XXIe siècle, 11 et 12 décembre, New Delhi;

1999

Des représentants de l'OSPAA ont assisté aux réunions suivantes :

a) Réunion africaine d'appui aux droits inaliénables du peuple
palestinien, 20-22 avril, Windhoek;

b) Cinquième Conférence sur la solidarité et la coopération dans la
région de la Méditerranée, 6-8 mai, Aubagne (Marseille);

c) Conférence sur l'Agenda de La Haye pour la paix, 11-15 mai;

d) Conférence sur la création d'un réseau d'arabe pour l'éducation des
adultes, organisée par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la
science, 23-25 mai, Le Caire;

e) Conférence internationale sur les immigrants dans un monde
d'interdépendance croissante, 22 et 23 mai, Madrid;

f) Préparations de la Marche des femmes lors de la Journée internationale
de la femme, 13 juin, Le Caire;

g) Mission de l'OSPAA en Chine, 15-22 juin;

/...

h) Conférence intitulée "Demolish the Concrete Wall Constructed by South Korea at the Border", 10-20 août, Pyongyang;

i) Seizième Réunion des Comités pour la solidarité arabe, 20 et 21 septembre, Sana;

j) Conférence internationale de solidarité avec le peuple palestinien pour leur droit à l'autodétermination et l'indépendance, 23 et 24 septembre, Athènes;

k) Réunion des Unions et organisations arabes sur les dangers menaçant la ville de Jérusalem, 27 septembre, Le Caire;

l) Conférence internationale des ONG tenue à Séoul en 1999 : "Le rôle des ONG au XXI^e siècle : inspirer, autonomiser, agir", 10-16 octobre, République de Corée;

m) Deuxième réunion des ONG pour la défense de la ville de Jérusalem, 18 octobre, Le Caire;

n) Séminaire sur les droits économiques, sociaux et culturels, 10-13 octobre, Le Caire;

o) Séminaire sur les perspectives des femmes de l'Est et de l'Ouest, 18 octobre, Le Caire;

p) Troisième Réunion des Unions et organisations arabes sur les dangers menaçant la ville de Jérusalem, 8 novembre, Le Caire;

q) Conférence sur le centenaire de l'émancipation des femmes arabes, 23-28 octobre, Le Caire;

r) Consultations entre le Bureau du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et des représentants d'organisations non gouvernementales, 26-30 novembre, Siège des Nations Unies;

s) Réunion des ONG à l'Alliance des femmes arabes, 12 décembre, Le Caire;

t) Quatrième Réunion des Unions et organisations arabes sur les dangers menaçant la ville de Jérusalem, 30 janvier, Le Caire;

2000

Des représentants de l'OSPAA ont assisté aux réunions suivantes :

a) Réunion du Comité préparatoire chargé de la création de l'Egyptian Women's Federation, 31 janvier, Le Caire;

b) Séminaire sur le projet de loi égyptienne sur le statut personnel, 5 janvier, Le Caire;

c) Séminaire sur les résultats de la troisième Réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 22 février, Le Caire;

/...

- d) Commission des droits de l'homme, 20 mars-28 avril, Genève;
- e) Séminaire sur les Palestiniens déplacés dans la Diaspora, 30 mars, Le Caire;
- f) Séminaire sur la violence contre les femmes, 3 avril, Le Caire;
- g) Premier Forum sur les personnes âgées, organisé par le National Centre in Support of Non-governmental Organizations for Population and Development, 29 mars, Le Caire;
- h) Conseil mondial de la paix, 11-13 mai, Athènes;
- i) Atelier sur la Campagne égyptienne contre la pauvreté et la violence à l'égard des femmes, 18 mai, Le Caire;
- j) Forum démocratique mondial, 25 juin, Varsovie;
- k) Conférence mondiale contre les bombes A et H, 31 juillet-8 août, Hiroshima;
- l) Conférence sur le thème "Vision of Culture in the 21st Century: Regeneration or Degeneration?" organisée par l'OSPAA, 6 et 7 novembre, Le Caire.

2. FEDERATION ASIATIQUE DES ASSOCIATIONS DES OPERES DU LARYNX

(Statut consultatif spécial depuis 1997)

Les laryngectomisés sont des personnes dont le larynx a été enlevé à la suite d'un cancer du larynx et qui respirent au moyen d'une trachéotomie à la base de la gorge. Les laryngectomisés sont des handicapés de la parole, l'ablation des cordes vocales les laissant sans voix.

Conformément à la résolution 37/52 (Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées), la Fédération asiatique des Associations des opérés du larynx (Ginreikai) s'emploie à former des instructeurs à la réadaptation de la parole par l'ésophage et de créer la base de la promotion d'une pleine participation sociale des laryngectomisés. La Fédération a pour but de fournir aux laryngectomisés de la région asiatique la possibilité d'une réadaptation vocale et de fournir une assistance à autant de laryngectomisés que possible pour leur permettre de retrouver leur indépendance et de réintégrer la société.

Bien que la Fédération ait été continuellement active au cours des 15 dernières années, depuis sa fondation en 1985, 405 instructeurs ont été formés depuis 1996, soit deux fois plus qu'au cours de la période couverte par le rapport précédent, ce qui témoigne des résultats importants obtenus. On estime que plus de 10 000 laryngectomisés dans 21 endroits de l'Asie dans son ensemble ont réussi à recouvrer la parole grâce à une formation dispensée par ces instructeurs.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Des représentants de la Fédération ont assisté aux conférences de la Journée des Nations Unies, tenues au Centre d'information des Nations Unies de Tokyo, le 25 octobre 1996. Le Directeur a assisté à un discours prononcé à l'Université des Nations Unies, à Tokyo, par le Secrétaire général, le 11 novembre 1999. Des représentants de la Fédération ont assisté à une exposition parrainée par les Nations Unies, intitulée "Children's Hopes for a New Century", tenue le 22 avril 2000.

3. SOCIÉTÉ ÉGYPTIENNE DU CROISSANT-ROUGE

(Statut consultatif spécial depuis 1997)

La Société égyptienne du Croissant-Rouge est membre des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et coopère avec ses organisations régionales et nationales associées, les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de la Ligue arabe. La Société travaille étroitement avec le Comité international de la Croix-Rouge à Genève et au Caire.

Buts et objectifs

a) Planification préalable aux catastrophes : formation de jeunes aux secours et aux premiers soins en cas de catastrophe. Les branches de la Société ont des réserves stratégiques de matériel et d'équipement de secours.

b) Intervention en cas de catastrophe : réadaptation des victimes de catastrophes. La Société coopère pendant les guerres avec les autorités concernées afin d'aider les prisonniers de guerre et les victimes civiles. Elle participe aux activités internationales de secours par l'intermédiaire des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans les régions affectées.

c) Développement social soutenu pour les plus vulnérables : particulièrement les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées. Toutes les branches du Croissant-Rouge élaborent et réalisent des programmes sociaux, sanitaires, environnementaux et générateurs de revenus à l'intention des plus vulnérables.

d) Diffusion du droit international humanitaire et des principes du mouvement de la Croix-Rouge.

Participation aux travaux du Conseil économique et social

La Société a assisté à la réunion d'Habitat, tenue à Istanbul en 1997 sur le développement urbain, la réunion sur le VIH/SIDA tenue en Afrique avec l'ONUSIDA au Burkina Faso (septembre 2000) et à la réunion de la CONGO, tenue à Genève en novembre 2000.

Coopération avec des organismes des Nations Unies et les institutions spécialisées

La Société travaille étroitement avec diverses organisations des Nations Unies dans le cadre de projets conjoints :

a) Organisation mondiale de la santé (OMS) : La Société coopère avec l'OMS dans le domaine de la lutte contre le SIDA et l'abus des drogues;

b) UNICEF : La Société réalise, avec l'UNICEF, un projet de développement social soutenu à l'intention des victimes du tremblement de terre survenu en 1992 à Nahda (Le Caire), comprenant 20 000 familles;

c) Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) : La Société coopère avec le FNUAP dans le domaine de la planification de la famille;

/...

d) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) : La Société coopère avec le HCR à des activités internationales de secours;

e) Habitat : Habitat entreprend quelques programmes conjoints avec la Société dans le domaine de la protection de l'environnement.

Autres activités

a) Les jeunes : Chaque branche de la Société comprend des clubs de jeunes. Ses activités professionnelles comprennent une formation à l'informatique et aux aptitudes linguistiques ainsi qu'une réadaptation professionnelle. Les activités culturelles couvrent les sports, la lecture, les bibliothèques, l'Internet et l'artisanat. Une attention spéciale est accordée à la lutte contre l'analphabétisme;

b) Les femmes : La Société crée et appuie des clubs féminins qui dispensent une formation aux compétences ménagères, organisent des séminaires sur des questions sanitaires, sociales, culturelles, environnementales et autres et sensibilisent le public à l'allaitement des enfants, à la planification de la famille, etc.;

c) Activités en matière de santé : La Société s'emploie à promouvoir la santé par l'intermédiaire des médias et grâce à l'organisation de séminaires, etc. Elle fournit des services médicaux dans les régions reculées, dans sept hôpitaux, 22 cliniques de planification de la famille et 68 polycliniques.

La Société égyptienne du Croissant-Rouge est la seule organisation non gouvernementale s'employant à promouvoir les dons de sang et les banques du sang. Elle gère cinq banques du sang dans l'ensemble de l'Egypte;

d) Promotion de l'environnement : Grâce à des séminaires, des activités à l'intention des jeunes et des projets dans les écoles, la Société accroît la sensibilisation du public à la pollution de l'environnement;

e) Assistance financière : Entre 1995 et 2000, par l'intermédiaire de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du HCR, la Société a fait des dons en espèces et en nature se montant à 12 millions de dollars aux pays les plus affectés par des catastrophes. La Société a créé un village pour les orphelins à Mostar (Bosnie-Herzégovine) et construit actuellement une école à Pristina (Kosovo).

4. L'ÉDUCATION AU SERVICE DE LA TERRE

(Statut consultatif spécial depuis 1997)

L'éducation au service de la terre (LST) est une organisation canadienne à but non lucratif qui a assumé le rôle principal nationalement et internationalement en encourageant l'éducation aux connaissances, compétences et valeurs essentielles à un avenir durable. La LST a pour mission :

a) d'élaborer un cadre stratégique et les outils nécessaires à l'intégration des concepts, le contenu (connaissances, compétences et valeurs) et des méthodes d'enseignement pour la viabilité dans les politiques des ministères de l'éducation, les programmes d'enseignement, l'éducation des enseignants et le développement professionnel;

b) de faciliter et appuyer la création de réseaux et de partenariats d'enseignants, d'administrateurs, de commissions scolaires, d'étudiants, de parents et autres intéressés dans chaque province et territoire canadiens attachés aux processus d'apprentissage continu pour un avenir viable.

LST produit et distribue une grande variété de matériel didactique portant sur des questions de viabilité, organise des ateliers à l'intention des enseignants dans l'ensemble du Canada, entreprend des consultations avec les ministères de l'éducation sur la politique relative aux programmes scolaires et maintient un site web sur les questions de viabilité.

L'organisation est active au niveau international. Jusqu'à la mi-2000, le Directeur exécutif a rempli les fonctions de Président de la section de l'Amérique du Nord/Caraïbes de la Commission on Education and Communication (CEC) de l'Union mondiale pour la nature (IUCN) et continue d'être représentée aux réunions de cet organisme. LST participe également aux réunions du Center for Sustainable Education des États-Unis.

Au cours des quatre dernières années, LST s'est efforcée de poursuivre les objectifs qu'elle s'est fixés en ce qui concerne la tenue d'ateliers et l'élaboration de matériel à l'intention des enseignants dans l'ensemble du Canada.

1997

LST a élaboré quatre nouvelles études de cas et enquêtes à l'intention des enseignants : Sustainable Cities: Reflections on Today's Urban Environment (Les villes de l'avenir : réflexions sur l'environnement urbain d'aujourd'hui), Canada Freshwater: A Commodity for Export, a Resource for Conservation? (L'eau douce au Canada : un produit d'exportation, une ressource à préserver?), Sustaining Canada's Forest (La préservation des forêts du Canada) et Agriculture and Agribusiness: The Search for Sustainable Food Production (L'agriculture et l'agro-alimentaire : la recherche d'une production alimentaire viable).

LST a modernisé et mis à jour son site web en anglais et en français et a ajouté plus de liens avec d'autres sites web ayant trait au développement durable et à l'éducation en matière d'environnement. Tous les documents

/...

produits par LST, y compris ses "Enquêtes" sont dorénavant disponibles sur le site.

En tant que Président de la section pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes de la CEC, le Directeur exécutif de la LST a préparé un plan sur trois ans pour la CEC-Amérique du Nord/Caraïbes, a assisté à la réunion annuelle de la CEC à Gland (Suisse) et a représenté la CEC à plusieurs réunions internationales. La LST a co-présidé la Planification de la communication pour des interventions intersectorielles lors de l'Atelier sur la biodiversité, tenu en parallèle au Forum sur la biodiversité mondiale et a participé à une réunion sur la Convention de Bâle. Lors de la Conférence parlementaire des Amériques, qui s'est tenue dans la ville de Québec en septembre, la LST, en coopération avec IUCN/CEC, a soumis aux parlementaires pour les Amériques un modèle de législation sur le développement durable.

La LST a activement participé au forum Planète'ERE, le premier forum international francophone sur l'éducation en matière d'environnement comprenant une perspective de développement durable, qui s'est tenu à Montréal en novembre et auquel ont participé environ 750 délégués de plus de 30 pays francophones. La Déclaration de Montréal sur l'éducation en matière d'environnement et de développement durable a été largement diffusée dans le monde francophone et à l'intérieur des organisations des Nations Unies.

1998

La LST a complété deux nouvelles "enquêtes" à l'intention des enseignants :

Le transport viable (en collaboration avec le Centre pour les transports viables); et L'énergie : la façon dont nous l'utilisons.

La LST a tenu 29 ateliers d'éducation en matière de développement durable destinés à plus de 800 enseignants et durant lesquels des documents de la LST ont été largement diffusés. Ce qui amène à 2 900 le total d'enseignants ayant assisté aux ateliers de la LST au cours des quatre dernières années.

En coopération avec IUCN/CEC, la LST a soumis un modèle de législation sur l'éducation en matière de développement durable à la réunion de l'Arctic Council on Sustainable Development, tenue à Whitehorse, dans le territoire du Yukon.

Le Directeur exécutif s'est rendu en Jamaïque afin d'animer un atelier, intitulé "Kits and Workshops on Environmental Education for Sustainable Development" et de contribuer à l'élaboration d'une proposition concernant une pochette et un atelier jamaïcains dans le contexte du Plan national jamaïcain sur l'éducation en matière d'environnement pour un développement durable. Il a également discuté avec les autorités jamaïcaines de la possibilité d'élaborer une stratégie similaire pour les Caraïbes.

1999

La LST a coopéré avec l'Independent Learning Centre du Ministère de l'éducation de l'Ontario en vue de l'élaboration et de l'enseignement d'un programme de deux unités de valeur dispensé lors de la douzième année d'étude, intitulé "Le Projet de l'île Hurley : environnement durable et technologie de

/...

l'Internet". Des étudiants de l'ensemble du Canada échangent des vues sur un environnement durable aux niveaux local, national et mondial.

Dans le cadre du Projet d'élaboration d'une stratégie d'éducation sur les changements climatiques, la LST a rédigé du matériel didactique sur les changements climatiques destiné aux cinquième à huitième années. Ces matériels comprennent : Un guide pour les enseignants : Etude de la question du changement climatique en cinquième et sixième années; Etude de la question du changement climatique en septième (secondaire 1) et huitième (secondaire 2) années; La question du changement climatique : l'énergie et la façon dont nous l'utilisons dans les transports; Le rôle des forêts et des océans; L'évolution du monde des affaires. La publication de ces matériels a été rendue possible grâce à la contribution du Climate Change Action Fund.

La LST a participé à la Conférence sur le changement climatique/Exposition commerciale tenue à Ottawa en juin. La LST disposait d'un stand à l'exposition pour exposer ses matériels, et elle a contribué à l'un des ateliers.

En reconnaissance de l'efficacité de sa direction et de son large appui, la LST a été choisie par EXPO 2000 en tant que projet international modèle pour l'éducation en matière de développement durable.

La LST a participé à un séminaire sur l'éducation en matière de développement durable, tenu à Atlanta, Georgie, organisé par le Center for a Sustainable Future (CSF), organisation américaine soeur de la LST. La LST a également participé à une réunion de deux jours au CSF, à laquelle ont participé 20 organisations dans le but de créer un North American Network for Sustainability Education.

Dans le cadre du suivi de la mission entreprise par la LST et l'IUCN/CEC à la Jamaïque afin de conseiller le Gouvernement jamaïquain sur la façon de mettre en oeuvre sa stratégie d'éducation en matière d'environnement pour un développement durable, IUCN/CEC pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes a recommandé que la Jamaïque se charge du processus d'élaboration d'une stratégie semblable pour tous les pays des Caraïbes.

2000

La LST a accueilli un stand au Pavillon canadien d'EXPO 2000, l'Exposition mondiale tenue à Hanover. Le 1er juin, le Directeur exécutif a participé aux cérémonies d'ouverture.

Le Directeur exécutif de la LST a aidé à la préparation et a participé à un atelier régional de deux jours tenu à Kingston (Jamaïque), organisé par le Jamaica's National Environmental Education Committee et l'Agence nationale pour la conservation des ressources naturelles, en collaboration avec la LST, le Jamaica Conservation and Development Trust et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et parrainé par l'Agence canadienne de développement international (CIDA).

La LST a participé, au nom de CEC/IUCN au Séminaire de Salzbourg sur l'éducation et l'agriculture viable, tenu à l'Earth University au Costa Rica.

/...

5. ASSOCIATION "LUMIERE ET ESPOIR" POUR LES FILLES AVEUGLES

(Statut consultatif spécial depuis 1997)

Les buts et la politique de l'Association "lumière et espoir" pour les filles aveugles ont pour objectifs fondamentaux d'élaborer de nouveaux projets pour le bien-être des filles aveugles, de fournir de nouvelles possibilités de développer leurs compétences et leur potentiel et de fournir de nouvelles sources de revenus pour l'Association et l'emploi des filles aveugles. Néanmoins, l'Association s'efforce toujours de développer et d'améliorer ses projets et services déjà en place.

La qualité des produits des trois principales section du Centre professionnel de l'Association a été améliorée de façon significative. La vannerie, les tapis fait-main et les articles de bonneterie à la mode sont maintenant achetés non seulement pour aider l'Association mais également pour leur qualité. En 1998, une boutique vendant les produits des filles aveugles a été créée et située près de la porte d'entrée principale des locaux de l'Association et a connu un grand succès.

De nouveaux événements sont survenus au Music Institute. L'orchestre principal (entièrement composé de filles et de femmes aveugles) a joué, avec grand succès, au Canada en septembre 1998 et en Allemagne en septembre 1999. Plusieurs membres de l'orchestre sont maintenant mariées et vivent dans leurs propres maisons.

Un orchestre junior composé seulement d'écolières fait maintenant concurrence à l'orchestre principal. Les membres de l'orchestre junior peuvent maintenant jouer avec l'orchestre principal.

Un orchestre de la troisième génération, composé de filles de l'école élémentaire est en train d'être créé et est déjà très demandé. Ces enfants vont toujours droit au coeur de leurs audiences.

Outre l'éducation scolaire formelle dispensée par le Ministère de l'éducation dans les locaux de l'Association, celle-ci déploie continuellement des efforts pour aider à l'éducation des filles.

Des ordinateurs ont été installés pour imprimer les livres ordinaires en Braille. La bibliothèque audio-Braille a été agrandie pour y installer le centre informatique et le nouvel équipement spécialisé destiné aux aveugles.

L'école maternelle, qui a été ouverte en 1995 dans des nouveaux locaux dans la ville de Nasr, est devenue une école maternelle modèle. De nouvelles méthodes et un équipement spécialisé destiné à l'enseignement des enfants aveugles, de même que des jouets spécialisés sont constamment introduits. Les enfants que les parents ne peuvent pas amener à l'école tous les jours peuvent bénéficier de l'internat situé au centre principal.

Le nouveau centre pour la formation professionnelle avancée a été créé en 1998 dans les nouveaux locaux de la ville de Nasr en vue de dispenser de nouvelles compétences et de fournir un emploi aux filles ainsi que des revenus à grande échelle pour l'Association.

/...

Le Centre est composé de trois sections : une machine de fabrication de plastique pour différents types et tailles de sacs en plastique; des machines de bonneterie pour toute une gamme de produits tels que des couvertures, des châles et des pulls; et un centre de couture pour la production en grandes quantités de marchandises à forte demande telles que les draps de lit pour les hôtels et les hôpitaux, les uniformes pour les infirmiers/infirmières ou les employé(e)s des hôtels et les uniformes scolaires.

6. MEDECINS SANS FRONTIERES

(Statut consultatif général depuis 1993)

Médecins sans frontières (MSF) est l'organisation indépendante la plus large du monde dans le domaine des secours médicaux d'urgence. Au cours de ses premières 25 années d'activité, MSF a acquis une réputation mondiale pour l'aide rapide et efficace qu'elle fournit à ceux dont la vie est mise en danger par la guerre ou les catastrophes naturelles. Médecins sans frontières est une organisation totalement indépendante de tout gouvernement ou institution, ainsi que d'influences politiques, économiques et religieuses. En conséquence, MSF fournit une aide médicale efficace avec ou sans le consentement du gouvernement hôte, alors que d'autres organisations n'ont pas cette possibilité. Chaque année, environ 2 000 volontaires de MSF travaillent aux côtés de plusieurs milliers de personnel local à des projets dans quelques 80 pays du monde entier. Outre qu'elle fournit des secours médicaux d'urgence, MSF dénonce les abus systématiques du droit humanitaire et des droits de l'homme dont est témoin son personnel, portant souvent à l'attention du monde l'injustice et la négligence coupable.

Le réseau international de MSF est composé de 19 divisions nationales; son secrétariat international, situé à Bruxelles, est chargé de coordonner les activités de liaison de Genève et New York avec les autres organisations internationales des Nations Unies ainsi que de s'acquitter du mandat qui lui incombe en vertu de son statut consultatif auprès du Conseil économique et social.

Jusqu'à 51 % des ressources totales de MSF proviennent de dons d'organisations internationales et de gouvernements, dont 4 à 10 % du HCR. Ces fonds sont répartis entre des programmes réalisés dans les pays et domaines suivants : Afghanistan (une nouvelle unité de chirurgie dans un hôpital), Angola (soins de santé de base et rapatriement de réfugiés angolais), Arménie (remise en état d'urgence d'installations sanitaires), Birmanie/frontière de la Thaïlande (réfugiés du Myanmar), Burundi, Goma (assistance aux camps de réfugiés), Guinée, Kenya, Somalie (hôpital de Kismayo), Tchétchénie, Sri Lanka (assistance aux populations déplacées), Congo/Zaïre (secours d'urgence aux réfugiés).

En janvier 1997, MSF, conjointement avec l'UNICEF et l'OMS, a créé le Groupe international de coordination. Ce projet d'une durée de quatre ans a débuté après la poussée dévastatrice de méningite en 1995-1996 en Afrique de l'Ouest, et a pour but d'assurer une meilleure coordination afin de garantir la disponibilité d'importants stocks de vaccins en cas d'épidémie à large échelle.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et autres organismes des Nations Unies

Au cours des cinq dernières années, Médecins sans frontières a participé, à New York et à Genève, à de nombreuses réunions auxquelles ont participé du personnel et des administrateurs du Secrétariat des Nations Unies, des institutions spécialisées et des Etats Membres.

/...

D'avril 1994 jusqu'à présent, MSF a fourni une assistance dans la région du Rwanda/Burundi/Congo et a entrepris des consultations étendues avec les départements des Nations Unies, les institutions spécialisées, les Etats Membres et, en particulier, le Conseil de sécurité en ce qui concerne la situation abominable des civils de la région. La première de ces réunions a eu lieu en avril 1994, lorsque des représentants de MSF ont rencontré l'Ambassadeur Keating de Nouvelle-Zélande, puis le Président du Conseil de sécurité, afin de le mettre au courant de l'étendue des massacres dont avaient été témoins les membres de l'équipe de MSF à Butare (Rwanda).

Pendant toute la durée de la crise qui a sévi en Bosnie/ex-Yougoslavie, de Vukovar (1991) à Gorazde (1994) et Srebrenica (1995), MSF a eu de nombreux contacts et a tenu des réunions avec des administrateurs des Nations Unies et des représentants des Etats Membres. MSF a fait part de la frustration des équipes de secours devant la situation en ex-Yougoslavie, a fourni des témoignages personnels et a expliqué le dilemme humanitaire qui se posait à chaque étape du conflit.

Les 25 et 26 juillet 1996, les représentants de MSF ont rencontré différents ambassadeurs de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest afin de faire mieux comprendre à la communauté quelle était la situation humanitaire au Libéria et les souffrances de la population civile à Monrovia.

En décembre 1996 et février 1997, les représentants de MSF ont fréquemment fait des déclarations au Sous-Groupe chargé des organisations non gouvernementales du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies. En ce qui concerne la décision 1996/27 du Conseil économique et social, le délégué de MSF auprès des Nations Unies a demandé que l'affiliation actuelle des ONG soit élargie au-delà de leur participation aux travaux du Conseil.

Le 12 février 1997, dans le cadre de la "Formule Somavia", MSF, conjointement avec CARE, le CICR et OXFAM, a été invité à mettre le Conseil de sécurité et les Etats membres du Conseil économique et social au courant de la situation dans la région des Grands Lacs. A cette occasion, les représentants de MSF sont venus directement de Bujumbura, Kigali et Kinsangani afin de témoigner personnellement de la détérioration de la situation au Burundi, au Rwanda et en République démocratique du Congo.

Participation aux travaux d'autres organes compétents

Les représentants de Médecins sans frontières ont également participé à de nombreux séminaires et conférences sur des sujets tels que la coordination en matière de santé dans les situations d'urgence (OMS, Genève, mars 1997), ont assisté à la réunion du Groupe consultatif interinstitutions sur la santé des réfugiés (HCR, novembre 1997), à une réunion sur la nouvelle pochette sanitaire d'urgence (HCR, UNICEF, OMS et d'autres), et la Conférence sur la création d'une cour criminelle internationale.

Le délégué de MSF auprès des Nations Unies à New York participe aux réunions hebdomadaires du Comité directeur interinstitutions, présidé par le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et le Coordonnateur des secours d'urgence. Le Comité est l'organe central d'élaboration des politiques

/...

humanitaires au sein du système des Nations Unies; il est doté d'un mécanisme permettant la prise de décisions conjointes sur la meilleure façon de répondre à des crises humanitaires spécifiques. Les membres du Comité comprennent le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat des Nations Unies, le HCR, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF, l'OMS, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le CICR. Les questions traitées lors de ces réunions comprennent la fourniture d'une assistance et la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les liens entre les secours et le développement, le renforcement de la responsabilité, du suivi et de l'évaluation de l'ensemble du système, la détermination des priorités pour les campagnes de plaidoyer et la détermination de la répartition des responsabilités et des mesures opérationnelles à prendre dans les cas de crises spécifiques.

MSF aide également à définir l'ordre du jour des réunions mensuelles du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et des membres d'InterAction tenues au Siège à New York. Des réunions semblables sont tenues à Genève. MSF participe également aux travaux du Comité exécutif du HCR et assiste aux réunions permanentes. La situation des réfugiés et des populations déplacées a été discutée régulièrement au plus haut niveau entre les directeurs des sections de MSF et les administrateurs du HCR. Il est procédé régulièrement à des consultations informelles et à un échange d'informations à tous les niveaux entre MSF, ses homologues aux Nations Unies, les pays donateurs et les Etats Membres des Nations Unies, aussi bien au Siège que sur le terrain.

7. UNION DES CITES CAPITALES IBERO-AMERICAINES

(Statut consultatif spécial depuis 1989)

Buts et objectifs

L'Union des cités capitales ibéro-américaines (UCCI) est une organisation municipale internationale à but non lucratif qui rassemble 26 des plus importantes citées de l'Amérique latine et de la Péninsule ibérique.

Les principaux buts et objectifs de l'Union sont :

- a) d'encourager les liens et les relations entre les cités capitales ibéro-américaines;
- b) d'étudier toutes les questions qui concernent la vie, les activités et les problèmes des municipalités affiliées;
- c) de promouvoir les droits citoyens des cités membres, particulièrement le droit à une existence plus pacifique et la participation des citoyens aux affaires publiques et au développement des relations intermunicipales;
- d) de promouvoir le développement équilibré et harmonieux des cités capitales ibéro-américaines, grâce à la coopération et à la solidarité entre elles;
- e) d'organiser des réunions et autres activités qui encourageront l'échange efficace des expériences et des connaissances.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

- a) Réunion des maires et autres autorités d'Amérique latine et des Caraïbes pour la mise en oeuvre du plan d'action d'Habitat, Rio de Janeiro (Brésil), octobre 1997;
- b) Huitième réunion du Réseau des associations des municipalités et des villes d'Amérique latine, Miami, Floride, juillet 1998;
- c) Réunion régionale (Amérique latine et Caraïbes) pour une discussion sur la Charte mondiale de l'autonomie locale, Santiago (Chili), juillet 1999;
- d) Session d'information des ONG, Nations Unies, Genève, novembre 1999.

Coopération avec d'autres organismes des Nations Unies

- a) Réunion préparatoire pour le Sommet "Les maires pour la paix" (UNESCO), La Paz (Bolivie), octobre 1998;
- b) Sommet "Les maires pour la paix" (UNESCO), La Paz (Bolivie), juillet 1999.

/...

Autres activités pertinentes

Réunions internationales

a) Séminaire de l'Union européenne sur la coopération internationale pour le développement de la démocratie et les droits de l'homme en Amérique latine, Madrid (Espagne), février 1997;

b) Colloque : La ville latino-américaine et caraïbe dans le nouveau siècle, Barcelone (Espagne), mars 1997;

c) XVe Congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées - cités unies, Lille (France), juin 1997;

d) IVe Conférence ibéro-américaine sur la famille, Cartagena de Indias (Colombie), août 1997;

e) Premier séminaire international du Programme de l'Union européenne sur "Cités et drogues", Santiago (Chili), novembre 1997;

f) "Summit of Culture Executives of the 'Mercociudades' Network", Buenos Aires (Argentine), mai 1998;

g) Conférence interaméricaine des maires, Miami, Floride, juillet 1998;

h) Séminaire "Spain in Democracy", Madrid (Espagne), août 1998;

i) Réunion des villes ibéro-américaines pour le droit à la santé, Buenos Aires, octobre 1998;

j) Réunion de la Fédération mondiale des villes jumelées - cités unies, Seville (Espagne), janvier 1999;

k) XXXVIe Congrès de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux, Barcelone (Espagne), mars 1999;

l) VIIe Conférence sur les superprojets urbains : les villes mondiales au XXIe siècle, Madrid, mai 1999;

m) Congrès intermunicipal sur la consommation : priorités pour la protection des consommateurs, Madrid, mai 1999;

n) Sommet des villes ibéro-américaines, Lima, octobre 1999.
